



Des écoliers en récréation

CANTINES SCOLAIRES AU TOGO :
Les efforts du gouvernement pour nourrir plus de 200 000 enfants P7

INSTALLATION DU BUREAU EXÉCUTIF DE L'UNION DES CHAMBRES RÉGIONALES DE MÉTIERS (UCRM):

L'équipe dirigeante promet une redynamisation des CRM et une professionnalisation de l'artisanat togolais P6

Le DIALOGUE

N°070 du 11 Octobre 2017
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC Prix : 250FCA

MISE EN ŒUVRE DES RÉFORMES POLITIQUES SUR FOND DE DIVERGENCE :

Cinq Chefs d'Etats désignés pour rapprocher les points de vue des acteurs politiques

 P.3

Nana Akufo-Addo



Alassane D. Ouattara



Rock Marc C. Kaboré



Patrice Talon



Issoufou Mahamadou

MANIFESTATIONS POLITIQUES

AUX RELENTS DE VIOLENCE AU TOGO :

L'OPPOSITION PIÉTINE SUR LES DROITS ET LIBERTÉS DES PAISIBLES CITOYENS

LES MARCHES POLITIQUES RENVOYÉES EN WEEK-END AU TOGO :

Une loi qui sera applicable à tous les partis

 P.5

ACTION SOLIDAIRE DE TOGO CELLULAIRE POUR UNE BONNE RENTRÉE 2017-2018:

Les enfants en situation de vulnérabilité soulagés par l'appui en vivre et non vivre



P.6



Les ministres Yark Damehame... ...et Payadowa BoukpeSSI

URBANISME : L'automatisation du permis de construire une réalité au Togo

Le gouvernement dans le souci d'assurer le bien-être des populations togolaises a, depuis un moment, engagé différentes réformes qui ont eu à toucher plusieurs secteurs. Aujourd'hui, c'est le tour du secteur de l'urbanisme qui voudrait une meilleure transparence dans la gestion de l'espace et de l'aménagement du territoire.

C'est dans ce cadre qu'il a été officiellement lancé le vendredi 06 octobre dernier



La table d'honneur lors de la rencontre

l'automatisation du permis de construire au Togo. C'était le Ministre Fiatuwo Sesseno de l'Urbanisme et de l'Habitat, qui a présidé l'évènement qui balise la voie à l'obtention obligatoire d'un permis de construire. L'avantage que réservent ces réformes est explicite. Un permis de construire peut désormais s'obtenir en 30 jours alors qu'auparavant l'attente pouvait durer 200 à 300 jours. Son coût est aujourd'hui compris entre 100 et 150 000 FCFA selon la taille du bâtiment alors qu'il fallait déboursier entre 300 et 350 000 FCFA. Outre le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat qui pilote le processus, sont également impliqués, les services de la Mairie de Lomé, l'Ordre des Architectes du Togo, des urbanistes et la Banque Mondiale.

Junior

24 Nov. - 14ème Foire de Lomé
11 Déc. 2017
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOME
BP: 0056 Lomé - Togo
Tél: (00228) 22 85 07 27 / 00 21 76 27
Site web: www.cetef.tg / E-mail: cotofome@cotef.tg

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT 8280 Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT 8201 Renseignements

OTR OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

Baisse de la TVA
sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

MANIFESTATIONS POLITIQUES AUX RELENTS DE VIOLENCE AU TOGO :

L'opposition plétine sur les droits et libertés des paisibles citoyens

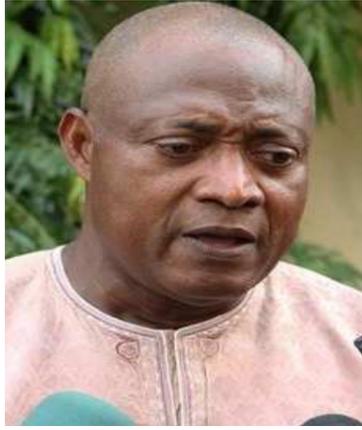
Depuis plusieurs semaines, l'opposition est décidée à mettre le Togo à feu et à sang avec les manifestations politiques.

Les 04 et 05 octobre dernier, la coalition de 14 partis politiques de l'opposition était encore dans les rues de Lomé et dans les certaines villes du pays après les marches des 6 et 7 septembre 2017. Ces manifestations politiques de l'opposition togolaise ont fait entorse aux principes démocratiques qui sous-tendent le respect des droits et libertés d'autrui.

Les militants de l'opposition sans aucun ménagement ont affiché des comportements aux antipodes de l'apaisement. Ils ont empêché des paisibles citoyens de vaquer librement à leurs occupations. Dans cette situation confuse, d'autres militants de l'opposition ont érigé des barricades dans certains quartiers de Lomé criant leur ras-le-bol en parlant de marche de la colère. Colère et exaspération contre qui ? N'est-ce pas des manies pour imposant leur diktat aux citoyens qui ne partagent pas leur conviction ?

Au regard de ces violences orchestrées par les militants à la solde de l'opposition, le gouvernement a fait une sortie médiatique pour situer l'opinion. Par l'intermédiaire des ministres de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehane et son homologue de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique, Guy Madjé Lorenzo, le gouvernement a instamment donné des explications.

Les ministres Yark et Lorenzo ont été explicites dans leur exposé. Selon les explications, la marche du mercredi 04 octobre s'est déroulée dans le calme et le respect mutuel. Par contre, le jeudi 05 octobre a connu des actes de vandalisme et des comportements violents de la part des militants de l'opposition. Les ministres ont indiqué que les barricades ont été



Jean-Pierre Fabre (ANC/CAP2015)



Des barricades érigées par des manifestants de l'opposition ayant créé



Atchadam Tikpi (PNP)

érigées et des individus voulant vaquer à leurs occupations ont été pris à partie, agressés et menacés.

Des incidents se sont également produits à l'intérieur du pays en marge de ces manifestations organisées par l'opposition. Selon les informations bien fouinées, des groupes bien organisés ont quitté les marches pour s'en prendre à la population et s'attaquer aux biens publics et privés.

A cet effet, le ministre de la sécurité a expliqué que de nombreux concitoyens ont été victimes d'actes de violence

dans plusieurs quartiers de Lomé. Très tôt le matin, certains groupes de manifestants se sont désolidarisés des autres pour aller attaquer des passants à Adidogomè, Akodéssewa, au grand marché, à Totsi, à Hedzranaoé et autres.

Face à cette situation délétère, plusieurs commerçants ont dû fermer leurs boutiques pour éviter " la colère " de ces manifestants. Une chose paraît évidente : " ce que les gens attendaient, n'est pas arrivé ". Ces comportements inciviques ne peuvent être

laissés sans suite et le gouvernement par l'intermédiaire des ministres Yark et Lorenzo rassurent que des poursuites judiciaires seront engagées contre les auteurs de ces actes. " Une chose est de manifester et une autre est de respecter la liberté des autres qui ne manifestent pas ", a indiqué le ministre de la sécurité et de la protection civile. Vu les violences qui font légion lors des manifestations politiques de l'opposition, il y a lieu de faire remarquer que l'opposition a manqué de discernement. Ce qu'elle réclame

en versant dans la violence peut être réglé autour d'une table de négociation. On ne peut vouloir aspirer diriger un pays en incitant ses militants à verser dans le vandalisme, les actes irrévérencieux sous prétexte que c'est le peuple qui le demande.

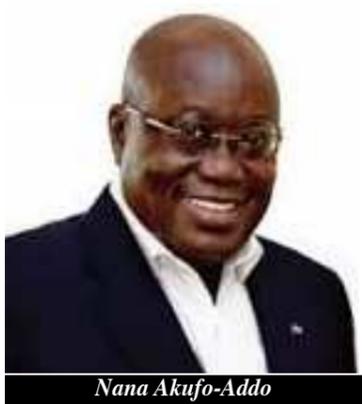
C'est malheureusement à ce jeu que l'opposition est en train de se prêter. Il convient de savoir raison garder dans l'intérêt supérieur de la nation togolaise. C'est ce que tous les Togolais ont de commun : le TOGO

KADI

MISE EN ŒUVRE DES RÉFORMES POLITIQUES SUR FOND DE DIVERGENCE :

Cinq Chefs d'Etats désignés pour rapprocher les points de vue des acteurs politiques

Suite à la crise politique que traverse le Togo depuis le vote du projet de loi à l'Assemblée Nationale qui oblige le gouvernement selon les dispositions de la loi fondamentale de recourir au référendum, cinq Chefs d'Etats Ouest Africains ont été désignés par le Secrétaire Général de l'ONU pour se plancher sur la crise qui secoue le pays. Il s'agit des Présidents du Benin, Patrice Talon, du Burkina Faso, Roch-Marc Christian Kaboré, du Ghana, Nana Akufo-Addo, de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara et enfin du Niger, Mahamadou Issoufou. La mission assignée à ces Chefs d'Etats, est d'éviter que le Togo, réputé pour sa stabilité dans la sous-région ne rejoigne le rang des foyers de tension.



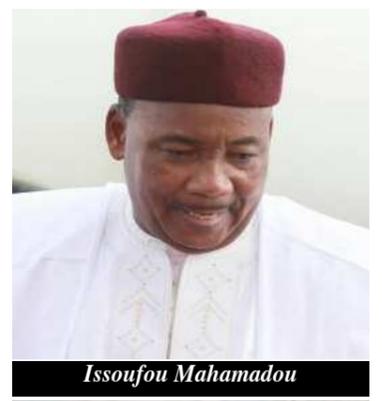
Nana Akufo-Addo



Patrice Talon



Alassane Dramane Ouattara



Issoufou Mahamadou



Charles Kaboré

Ces Chefs d'Etats auront pour mission de rencontrer les acteurs de la scène sociopolitique togolaise, le gouvernement, les responsables de l'opposition et du parti au pouvoir, ainsi que des dirigeants d'organisations de la société civile et les ambassadeurs accrédités au Togo.

L'objectif pour eux c'est d'arri-

ver à rapprocher les points de vue qui sont, pour l'heure divergents, sur le processus de mise en œuvre des réformes constitutionnelles. Un processus qui a connu une volonté manifeste du gouvernement qui pour sa part, a eu à introduire un projet de loi à l'Assemblée Nationale qui a été voté par les 2/3 en lieu et place des

4/5 et qui devrait aboutir à l'organisation d'un référendum.

Une chose que rejette l'opposition pour exiger le retour intégral de la constitution de 1992. Ce qui a engendré depuis lors des manifestations politiques de part et d'autre. Par rapport à cette mission de haut niveau que doit effectuer

ces Chefs d'Etas Ouest Africains, le Président Ghanéen Nana Akufo-Addo a déjà pris contact avec certaines parties prenantes et a eu à échanger avec eux sur la situation de l'heure. Des consultations se poursuivront dans les jours à venir.

Sibabi Talata

4ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE " OUR OCEAN " À MALTE :

Robert Dussey interpelle l'Union européenne et le reste du monde sur les questions de sécurité et la sûreté des mers

Les 05 et 06 octobre dernier a été organisé par l'Union Européenne la 4ème Conférence Internationale " Our Ocean ". Pour cette rencontre de haut niveau qui s'est tenue à Malte, le Togo a été représenté par le Ministre des Affaires Etrangères, Robert Dussey. Les débats ont tourné autour des aires marines protégées, la pêche durable, la pollution marine et les impacts du changement climatique sur l'océan, mais aussi l'économie bleue et la sécurité maritime.



Le ministre Robert Dussey (g)

Le Chef de la Diplomatie togolaise au cours de cette rencontre internationale est revenu sur le Sommet que le

Togo a eu à organiser sur la Sécurité Maritime et le développement en Afrique en octobre 2016. Un sommet qui a réuni pour la première fois à Lomé 54 pays africains qui sont parvenus à discuter sur des questions sensibles liées à la sécurité et à la sûreté sur les mers et les océans et qui ont décidé enfin de compte de prendre leur destin en main par l'élaboration d'une Charte.

Aujourd'hui, les enjeux sont énormes en ce qui concerne la piraterie maritime, les trafics illicites de tout genre qui transitent par la mer ainsi que la

préservation de l'environnement marin.

Pour Robert Dussey, ce sont des défis auxquels le continent africain doit faire face pour faire avancer le développement de l'économie bleue. Une occasion pour lui d'interpeller et de solliciter le soutien de l'Union européenne et le reste du monde à apporter leur pierre à cette lutte afin que cette question sur la sécurité et la sûreté des mers puisse trouver une solution définitive.

Junior

CRISE SOCIOPOLITIQUE AU TOGO :

AGBÉYOMÉ KODJO PROPOSE UNE SECONDE LECTURE DU TEXTE GOUVERNEMENTAL SUR LES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES

La crise politique qui secoue le Togo depuis quelques semaines devient inquiétante avec des violences orchestrées par les militants de l'opposition. Après la réaction de la communauté internationale qui convie la classe politique à un dialogue constructif, certains leaders de l'opposition à l'instar du président national de l'OBUTS Agbéyomé Kodjo sont sortis de leur réserve pour proposer des pistes à explorer pour une sortie définitive de la crise. Dans un communiqué rendu public, le président de l'OBUTS a expliqué que, le projet d'organiser un référendum pour permettre aux Togolais de se prononcer sur une éventuelle modification de la constitution est pertinent. Agbéyomé Kodjo, tout en saluant cette initiative trouve néanmoins que l'organisation d'une consultation référendaire risque d'être coûteuse et techniquement compliqué.

Selon l'ancien Président de l'Assemblée nationale, il faut préconiser une seconde lecture du texte au parlement avec l'ajout au projet initial de tous les amendements adéquats à portée réaliste. Le président de l'OBUTS s'est également félicité de la mobilisation de la communauté internationale dans son engagement à favoriser la décrispation de la crise sociopolitique. Enfin, Agbéyomé Kodjo a rappelé aux députés que leur mandat est représentatif avec une portée républicaine. Ce mandat des élus du peuple selon l'ancien premier ministre a une vocation à être au-dessus de toute considération partisane. Nous proposons pour nos fidèles lecteurs, l'intégralité de ce communiqué.



Messan Agbéyomé Kodjo

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE OBUTS DU 6 OCTOBRE 2017

La formation politique OBUTS est très préoccupée par les développements de la crise socio politique que traverse notre pays depuis plusieurs semaines.

En ces circonstances, la formation politique OBUTS a pris connaissance avec le plus grand intérêt, du contenu du communiqué de presse conjoint rendu public le 4 Octobre 2017, par l'Union Africaine, la CEDEAO et le bureau régional des nations unies pour l'Afrique Ouest (l'ONUWAS) relativement à la crispation politique qui affecte notre pays, le Togo, et se félicite de la mobilisation ainsi entreprise par la communauté internationale y compris par l'Organisation Internationale de

Francophonie (OIF).

Tout en saluant la volonté et la mobilisation de la communauté internationale, des organisations internationales, sous régionales, ainsi que de l'organisation continentale (Union Africaine), d'accompagner le Togo vers une sortie de crise pacifique, la formation politique OBUTS estime que la consultation envisagée du corps électoral par voie référendaire bien que pertinente, méconnaît cependant, l'exception que constitue le contexte politique fortement tendu que traverse actuellement notre pays.

En l'état, une consultation par voie référendaire risque d'être longue dans sa mise en œuvre et substantiellement onéreuse dans son organisa-

tion matérielle. Pareille option ne constitue pas une solution immédiate et urgente tendant à conjurer le danger qui guette la Nation.

La formation politique OBUTS adjure le Chef de l'État de prendre en responsabilité, toutes mesures adéquates aux fins de décrispation du climat sociopolitique.

En opportunité politique, il échoit au Chef de l'État, de demander à l'Assemblée nationale, une seconde lecture du texte gouvernemental portant projet de loi relatif aux réformes constitutionnelles, en vue de son adoption par les députés.

La formation politique OBUTS demande en conséquence à la majorité parlementaire animée du seul souci

de l'intérêt général, de concéder à l'opposition parlementaire l'exercice des prérogatives parlementaires qui lui sont ouvertes, conformément aux dispositions prévues par le Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale, en accueillant favorablement l'incorporation au projet de loi originel, de tous les amendements adéquats à portée réaliste.

La formation politique OBUTS rappelle que le mandat des députés de la Nation est un mandat représentatif à portée républicaine, qui a vocation à être au-dessus de toute considération partisane.

Fait à Lomé le 6 Octobre 2017
Le Président,
Agbéyomé KODJO

Le DIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

<p>Rédacteur en chef : POULI Pierre (91 96 04 53)</p> <p>Rédaction : Kadi, POULI Pierre, Appolinaire, Junior AGBÉ</p>	<p>Imprimerie : IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.</p> <p>Tirage : 1.500 exemplaires</p>
---	--

LES MARCHES POLITIQUES RENVOYÉES EN WEEK-END AU TOGO :

Une loi qui sera applicable à tous les partis

Les Marches politiques renvoyées en week-end au Togo

Une loi qui sera applicable à tous les partis

Depuis le 19 août 2017, des manifestations politiques se sont succédées à travers les rues de la capitale et de l'intérieur du pays. Des marches qui devraient être pacifiques ont été entachées de violence, de troubles à l'ordre public, de destruction des biens et matériels, des occupations des places publiques au-delà de 22 heures et des menaces proférées à l'endroit des forces de l'ordre, des autorités et d'autres concitoyens qui ont décidé de vaquer librement à leur occupation.

Face à cette situation qui entrave la paix et la cohésion dans le pays, le ministre de l'Administration territoriale, Payadowa BoukpeSSI, et son



Les ministres Yark Damehame et Payadowa BoukpeSSI

collègue de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehame, face à la presse ont décidé qu'en semaine les manifestations de rue vont se

transformer en meeting en des lieux bien indiqués et fixes. A cet égard, les partis politiques devront se contenter de marcher les week-ends pour

déboucher sur des meetings.

Selon les deux ministres, la loi sur les manifestations publiques est claire et autorise à prendre des mesures pour

éviter toutes dérives au cas où les manifestations ne sont pas souvent pacifiques et sortent parfois de leur cadre légal. Ils fondent leur démarche sur les différentes dérives constatées durant deux mois de manifestations publiques de la Coalition des 14 partis de l'opposition togolaise qui réclame un retour à la Constitution de 1992 et le droit de vote des Togolais de la diaspora.

Le ministre BoukpeSSI au cours de son intervention a eu à rappeler que lors des récentes manifestations, il a été recensé des appels à la violence, des désobéissances civiles, des sabotages économiques. Il a relevé qu'à l'intérieur du pays certains manifestants étaient munis de pistolets et des armes de guerre.

Des destructions d'étalages, de boutiques sur le passage des cortèges, des pillages de certains magasins, des violences sur les élèves les obligeant de sortir des salles de classe ont été constatés.

Par rapport à ses faits qui constituent des troubles graves à l'ordre public, il a signifié que comme la loi sur les manifestations est claire, l'autorité est en droit d'interdire telle ou telle autre manifestation, si elle entend l'appliquer dans sa rigueur. Mais faisant montre d'une sorte de flexibilité, il a rassuré que "les libertés de manifestations publiques sont toujours garanties au Togo, mais se feront dans le strict respect des lois".

Pour le ministre Yark Damehame cette décision s'impose à tous les partis politiques. Il a profité de l'occasion pour inviter chacun à prendre ses responsabilités pour une préservation de la paix dans le pays car, la paix selon lui est une denrée rare qui ne s'achète pas.

Le Dialogue

FORUM DES PREMIÈRES DAMES DE LA CEDEAO :

FAURE GNASSINGBÉ A PRIS UNE PART ACTIVE AUX TRAVAUX DE L'ÉDITION 2017 AU NIGER

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, a procédé au lancement des travaux du forum des premières dames de l'organisation sous régionale le 05 octobre dernier à Niamey au Niger.



Faure Gnassingbé accueilli à l'aéroport de Niamey, par son homologue nigérien, M. Issoufou

Lors de la cérémonie de lancement, le président de la république s'est félicité de l'initiative des premières dames de la CEDEAO visant l'épanouissement des enfants et le bien-être familial. Pour le chef de l'Etat togolais, en vue d'atteindre une croissance soutenue des économies, il est important " d'offrir un cadre social protecteur et un environnement sanitaire adéquat aux citoyens de la CEDEAO qui sont les premiers acteurs

de développement " A cet égard, le président de la république a insisté sur la mutualisation des efforts en vue d'une véritable synergie d'action et d'un partage d'expérience pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile. Il a appelé au renforcement du processus d'intégration dans tous les domaines pour réussir le défi de faire de la CEDEAO une véritable communauté des peuples.

" L'intégration réussie est



Une vue des participants au Forum

aussi celle où toutes les composantes de la société sont mises en situation de parvenir à une insertion sociale, économique et harmonieuse ", a-t-il déclaré

Le chef de l'Etat a salué les efforts entrepris en ce sens, et a réaffirmé le volonté de ses pairs à soutenir et à accompagner davantage les programmes du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) en matière de prévention, de prise en charge et de réinsertion des femmes victimes des fistules obstétricales et des violences de toutes sortes. Il a également réaffirmé

la détermination de la CEDEAO " à poursuivre la consolidation du cadre législatif et règlementaire destiné à renforcer les systèmes de protection de l'enfant et à promouvoir les droits des femmes et des jeunes filles en Afrique de l'ouest "

Le chef de l'Etat avait à ses côtés lors de la cérémonie d'ouverture, son homologue Nigérien Issoufou Mahamadou, le président de la commission de la CEDEAO Alain Marcel De souza et le président du parlement sous régional.

Talata

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT **8280** Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT **8201** Renseignements

OTR FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

ACTION SOLIDAIRE DE TOGO CELLULAIRE POUR UNE BONNE RENTRÉE 2017-2018:

Les enfants en situation de vulnérabilité soulagés par l'appui en vivre et non vivre

Pour contribuer au développement de l'éducation des enfants, Togo Cellulaire a apporté depuis les années passées son soutien en fournitures scolaires et en non vivres au gouvernement, aux ONG et associations œuvrant pour le bien-être des enfants.

Pour cette nouvelle année scolaire la société de téléphonie mobile Togo Cellulaire s'est engagée de nouveau à leurs côtés en vivre et non vivre pour le bien être de enfants en situation de vulnérabilité. Une action qui démontre combien de fois cette société nourrit un attachement particulier pour la réussite et pour le devenir des futurs cadres de demain.

C'est dans cette perspective qu'elle a eu à effectuer depuis le mardi 3 octobre 2017 son opération Mécénat 2017-2018 qui consiste à faire don de kits scolaires et de vivres aux enfants en situation de vulnérabilité.



Don de Togocel à l'Agence de Solidarité Nationale

Cette opération a démarré par l'Agence de Solidarité Nationale où Mme Tchabinandi Kolani-Yentcharé ministre de l'action sociale, de la promo-

tion de la femme et de l'alphabétisation a réceptionné un important lot des mains de M. Ago Bazaa directeur commercial et marketing de Togo Cellulaire. Un lot qui est composé de cahiers, d'ensemble géométrique, de sacs, de tissus kaki et des vivres (bidons d'huile, sucre, riz..).

Très heureuse par ce geste qui vient soulager la peine de milliers d'enfants et parents d'élèves en cette période de rentrée scolaire, la ministre de l'action sociale a tout d'abord salué cet esprit de générosité que nourrit cette société qui a toujours accompagné le gouvernement dans ses efforts de



Don de Togocel à la Mission Evangélique Secours d'En-Haut à Adétikopé

lutte contre la réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle a ensuite adressé ses mêmes salutations au Directeur Général de ladite société en la personne de ATcha Dedji Affoh qui ne cesse d'apporter sa pierre à la construction et au développement de ce pays. Pour cette action qui participe surtout à la réduction des abandons et au sentiment de stigmatisation en milieu scolaire, la ministre a promis que cet important lot de fournitures scolaires et de vivres parviendra aux bénéficiaires.

Signalons au passage que cette même activité s'est poursuivie les 5 et 10 octobre 2017 où l'équipe de Togo Cellulaire a apporté son assistance aux membres de Lions Clubs Lomé Diamant et aux élèves du

C.E.G Amadahomé, Mission Evangélique Secours d'en Haut à Adétikopé et Action pour le Soutien des Enfants Démunis du coté nord d'Agoè. Un peu partout où l'équipe est passée, les responsables n'ont pas manqué de les remercier pour l'immense geste et contribution qu'il leur apporte à chaque début d'année scolaire. A travers ce geste venant de la téléphonie mobile Togo Cellulaire, ils ont profité de l'occasion pour lancer un appel aux autres sociétés de la place à emboîter le pas à Togo Cellulaire pour une réalisation parfaite de l'objectif 4 des ODD.

Rappelons que cette action est également effective sur toute l'étendue du territoire national.

KADI



Don de Togocel à Action pour le Soutien des Enfants Démunis (ASED) à Agoè

INSTALLATION DU BUREAU EXÉCUTIF DE L'UNION DES CHAMBRES RÉGIONALES DE MÉTIERS :

L'équipe dirigeante promet une redynamisation des CRM et une professionnalisation de l'artisanat togolais

Le ministre Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes Victoire Tomégah-Dogbé a procédé le lundi 09 octobre 2017 à l'installation du bureau exécutif de l'Union des Chambres Régionales de Métiers (UCRM) du Togo. C'était à l'occasion d'une cérémonie qui s'est tenue au Palais des Congrès de Lomé et qui a vu la participation de 1540 délégués de tous les corps de métiers dont 35 délégués par préfecture.



La ministre Tomégah-Dogbé félicitant le nouveau bureau de l'UCRM

Au Togo, le secteur de l'artisanat est un excellent créneau porteur au regard des immen-

ses opportunités qu'il renferme en termes de création d'emploi, de valorisation de la pro-

duction locale et de lutte contre la pauvreté à travers les activités génératrices de revenus.

Ce secteur contribue à 18% à la formation du PIB et à la réduction du déficit de la balance des paiements pour 20%.

Face à cet important secteur qui selon le gouvernement constitue une composante majeure du développement économique, social et culturel du pays, il est primordial que ce secteur soit

bien organisé et structuré.

D'où l'importance de l'installation de ce bureau de l'UCRM qui siègera pour un mandat quatre ans. Preuve que le gouvernement entend redynamiser le secteur de l'artisanat qui représente aujourd'hui un secteur créateur de richesses.

Signalons au passage que pour ces dernières années, 3,5 milliards ont été injectés dans ce secteur et que 1,5 milliards de crédits ont été octroyés aux artisans depuis 2015 à travers le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).

Agbé

CANTINES SCOLAIRES AU TOGO :

Les efforts du gouvernement pour nourrir plus de 200 000 enfants

Depuis quelques années, le gouvernement togolais a mis sur pied un projet pour permettre aux enfants de fréquenter sans souci à travers les cantines scolaires. Ces efforts consentis par le gouvernement sont destinés à faciliter l'accès à l'école à tous les enfants quel qu'en soit la couche sociale dont ils sont issus se constatent aussi dans la mise en place des cantines scolaires. Grâce à cette initiative, plus de 200 000 écoliers et élèves reçoivent au quotidien des rations alimentaires adéquates.

Du riz, du haricot, des fruits et autres sont servis aux enfants chaque jour. Dans les écoles primaires et secondaires des zones déshéritées, les



Des écoliers en récréation

acteurs concernés par les cantines scolaires s'attèlent avec ardeur pour donner satisfaction aux milliers d'enfants à leur charge.

Les cantines scolaires trou-

vent leur fondement, entre autres, dans le Plan sectoriel de l'éducation. Révisé en décembre 2013 pour la période 2014-2025, ce plan a inscrit l'alimentation scolaire intégrée

comme un levier de stimulation de la demande scolaire et maintien des élèves à l'école.

Non seulement les repas scolaires offrent d'importants avantages sur le plan nutritionnel, encouragent les ménages pauvres à envoyer et à maintenir leurs enfants à l'école mais aussi concourent aux bons résultats scolaires. Le PSE s'est proposé de porter à 10%, 15% et 20% respectivement en 2015, 2016 et 2017 le taux de couverture des cantines. Il envisage aussi maintenir la dynamique en mobilisant 1,630 milliards de francs CFA en 2015 ; 2,760 milliards de francs CFA en 2016 et 4,200 milliards de francs CFA en 2017.

En procédant récemment au

lancement officiel de ce programme pour lequel le gouvernement du Président Faure E. Gnassingbé a le soutien du PAM (Programme Alimentaire Mondial), la Ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Victoire Tomégah-Dogbé a indiqué qu'il s'inscrit dans une politique d'alimentation scolaire élaborée avec l'appui de ladite organisation. Elle servira de feuille de route pour l'inscription de l'alimentation scolaire dans la durée. Il ne sera plus question de fournir des repas à quelques écoles seulement mais à toutes les écoles primaires publiques du Togo.

SIBABI

CRIME FAUNIQUE :

Un ex-marin arrêté en possession de 4 pointes d'ivoire dont un sculpté, déféré à la prison civile de Lomé

Les agents de l'Office Central de Répression du Trafic illicite de Drogue et du Blanchiment (OCTRIDB) et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, ont interpellé ce lundi 02 octobre 2017 à Lomé, un ex-agent de la Marine togolaise en possession de 3 pointes d'ivoire brutes et une pointe sculptée. Il a été déféré vendredi à la prison civile de Lomé.

Le présumé trafiquant de pointes d'ivoire a été pris en flagrant délit au cours d'un contrôle de routine des agents d'OCTRIDB, au niveau du grand carrefour de GTA. En effet, GUMEDZOE Koffi Mawuli, c'est de lui qu'il s'agit, était à bord d'un taxi avec les pointes d'ivoire, avant son arrestation.

Il ne s'attendait pas à un tel scénario. Lorsque le taxi qu'il a affrété a été immobilisé par les Agents d'OCTRIDB, il a eu une peur bleue. "Je suis votre élément", a-t-il lancé, pensant avoir la clémence des agents.

Il a aussitôt reconnu être le propriétaire des pointes d'ivoire saisies et qu'il allait les vendre.

Il lui est reproché le délit de détention, circulation et com-

mercialisation de pointe d'ivoire d'éléphant réprimé par la loi cadre de l'environnement du Togo qui dans son article 62 stipule que l'exploitation, la commercialisation et l'exportation de ces espèces animales et végétales protégées sont réglementées. Malheureusement des défenses d'ivoire d'éléphant transitent par le Togo où ils sont transformés rapidement en bijoux, et être exportés rapidement et en grande quantité vers l'Asie. Ainsi, le sieur GUMEDZOE a été déféré vendredi 06 octobre 2017, à la prison civile de Lomé.

L'article 796 du code pénal du Togo stipule : "Quiconque fait circuler, vend, importe, exporte ou fait transiter le animaux sauvages, vivants, des trophées sans autorisation est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à six (6) mois et d'une amende de cent (100) mille à cinq (5) cent mille francs CFA ou de l'une de ces deux peines "

Le crime faunique est un crime organisé transnational qui occupe le 4ème rang de commerce illicite dans le monde après la drogue, les armes et êtres humains, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il amasse des bénéfices illicites d'environ 19 milliards de dollars chaque



L'ex-marin arrêté et déféré

année. Il ne s'agit pas du simple braconnage localisé.

Le commerce illégal des espèces sauvages menace la survie de nombreuses espèces dans la nature. Au cours des trois dernières années, environ un cinquième de la population totale d'éléphants d'Afrique a été tuée pour l'ivoire, selon l'UICN. L'escalade du trafic d'espèces sauvages au cours des dernières années constitue une menace pressante pour la conservation et la sécurité dans le monde.

Le trafic d'espèces sauvages

gaux issus des espèces sauvages. Le trafic d'espèces sauvages corrompt les gouvernements, porte atteinte à l'État de droit, et contribue au financement du crime organisé et des groupes d'insurgés.

Selon les rapports du Système d'Information sur le Commerce des Éléphants (ETIS), le LRA de Joseph KONY se finance avec la contrebande d'ivoire d'éléphant pour déstabiliser l'Afrique. Chaque 15 minutes, un éléphant est tué pour son ivoire, soit environ 100 par jour.

Espérons que la Justice togolaise entende le cri de Ban Ki Moon " c'est une crise environnementale, économique et sécuritaire....le commerce illégal est une grave menace pour la sécurité, la stabilité, l'économie, les ressources naturelles et le patrimoine culturel de nombreux pays d'Afrique ".

Contacts : rens@eagle-enforcement.org, www.eagle-togo.org

Pour toute annonce ou publicité, contactez nous au 92 70 73 36

TOGO CELLULAIRE



Comment
retrouver
mes
contacts



**mon
repertoire**
en sécurité



LA SOLUTION

**EN CAS DE VOL OU PERTE
DE VOTRE MOBILE**

Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015